

## Édito



Le tribunal administratif de Montpellier vient d'annuler la délibération du conseil général de l'Hérault, qui retenait le tandem LDCollectivités/Sogetrel pour construire son réseau. C'est une première en France. Pour autant, si les incidences économiques ne sont pas sans conséquences, le conseil général ne renonce pas à son projet, ni LDCollectivités à répondre et à gagner des appels d'offres.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération Périgourdine nous a-t-elle concédé, en août dernier, la construction, l'exploitation et la commercialisation de son propre réseau et, plus récemment, LDCollectivités a remporté la DSP de l'Ariège.

Les sept autres DSP poursuivent leur vie. Elles confirment partout l'intérêt des réseaux ouverts pour les territoires. Et aussi leur reconnaissance en tant que véritables « services publics de télécommunication ».

Un autre challenge attend LDCollectivités avec l'attribution prochaine des licences Wimax. Notre société a postulé dans toutes les régions, ainsi qu'à travers ses sept sociétés territoriales, afin de permettre aux DSP de bénéficier de cette technologie hertzienne innovante. Elle permettra d'obtenir des taux de couverture proches des 100 %.

Cette actualité, parfois contradictoire, parfois prometteuse, est un facteur supplémentaire de motivation pour notre équipe qui entend faire gagner du terrain aux principes de neutralité et de qualité de service. Nous restons confiants car, avec le temps, l'utilité des réseaux devient plus évidente et ceci pour tous, usagers/citoyens, entreprises et collectivités locales.

**Antoine Veyrat,**  
Président de LDCollectivités

## Un investissement stratégique pour l'économie du Loiret

Lancée fin 2004, la construction de Medialys représente un investissement public de 20 millions d'euros sur les 65 prévus. Eric Doligé, Président du conseil général du Loiret revient sur les raisons de son choix.



André Merlin, Président du Directoire de RTE - Eric Doligé - Antoine Veyrat

### Quelles étaient les principales motivations du Loiret à s'engager sur le haut débit ?

Principalement la volonté d'apporter aux habitants et aux entreprises des services de télécommunication très performants, à des conditions tarifaires avantageuses et identiques pour tous. En outre, avec l'utilisation du Wimax, le Loiret devrait être le premier département 100 % haut débit. Ainsi, nous effaçons la fracture territoriale et renforçons notre attractivité économique. L'avance sur ce terrain est primordiale pour endiguer les risques de délocalisations.

### Pourtant, certaines voix déniaient ce rôle d'investisseur aux collectivités territoriales ?

Les questions de légitimité ne se posent plus, puisque la loi sur l'économie numérique a non seulement confirmé mais aussi renforcé nos compétences en matière de haut débit. Toutefois, il nous importait que cet investissement soit positif pour l'économie du Loiret. C'est justement ce qu'apporte Medialys, en étant conçu pour faciliter l'implantation de tous les opérateurs et étendre ainsi l'offre concurrentielle. Selon nos estimations, l'économie de dépenses pour les consommateurs devrait représenter 190 millions d'euros sur la durée de concession, soit 20 euros par mois pour 40 000 clients. L'impact sur l'emploi et la vie économique sera également inestimable, puisque toutes les zones d'activités seront desservies avec des baisses de coûts de près de 50 %. Alors que la qualité des accès télécoms devient

un critère de compétitivité pour les entreprises, nous ne pouvions attendre que les opérateurs se décident à investir.

### Quels seront les effets de Medialys sur l'aménagement du territoire ?

Certaines petites entreprises implantées en milieu rural déménageaient vers les villes pour bénéficier d'un meilleur niveau de services. Le haut débit sur tout le territoire va limiter ce mouvement de concentration, voire même l'inverser. Il facilitera aussi le déploiement de nouveaux services à distance permettant de réduire les écarts entre les territoires enclavés et les autres, notamment dans les domaines de la santé et du maintien des services publics en milieu rural.

### Comment les communes sont-elles associées à ce projet ?

Le conseil général a demandé aux maires d'accélérer la délivrance des autorisations de travaux et de signaler tous les chantiers permettant de poser des fourreaux. Le facteur vitesse est en effet déterminant. Par ailleurs, le conseil général cofinance des études pour aider les communes à mieux identifier les besoins des entreprises implantées sur leurs zones d'activités et à déterminer les conditions d'un déploiement interne, puisque la fibre n'arrive qu'à l'entrée des zones. C'est la priorité du moment, mais nous prévoyons d'autres actions pour accompagner le déploiement de Medialys, afin que les communes puissent assurer une meilleure compétitivité de leur territoire.



## Medialys, un réseau de nouvelle génération, 100 % haut débit.

Medialys a récemment fêté la pose de son centième kilomètre. Il va desservir tout le Loiret en empruntant les voies souterraines et aussi les lignes à haute tension de RTE<sup>(1)</sup>.

Lancé en décembre 2004 lors de l'attribution de la Délégation de Service Public à LDCollectivités, le réseau sera achevé fin 2006, soit deux années seulement après son lancement. Cette vitesse de réalisation symbolise la nouvelle génération de réseaux, capables de combiner technologies de diffusion et modes de déploiement, pour atteindre des taux de pénétration proches des 100 %.

« Le nombre de tranchées a été limité grâce à une réutilisation systématique des fourreaux existants et le réseau électrique est sollicité sur un quart des 650 km à déployer », souligne Antoine Veyrat, Président de Medialys. En aérien, plus de tranchées à ouvrir,

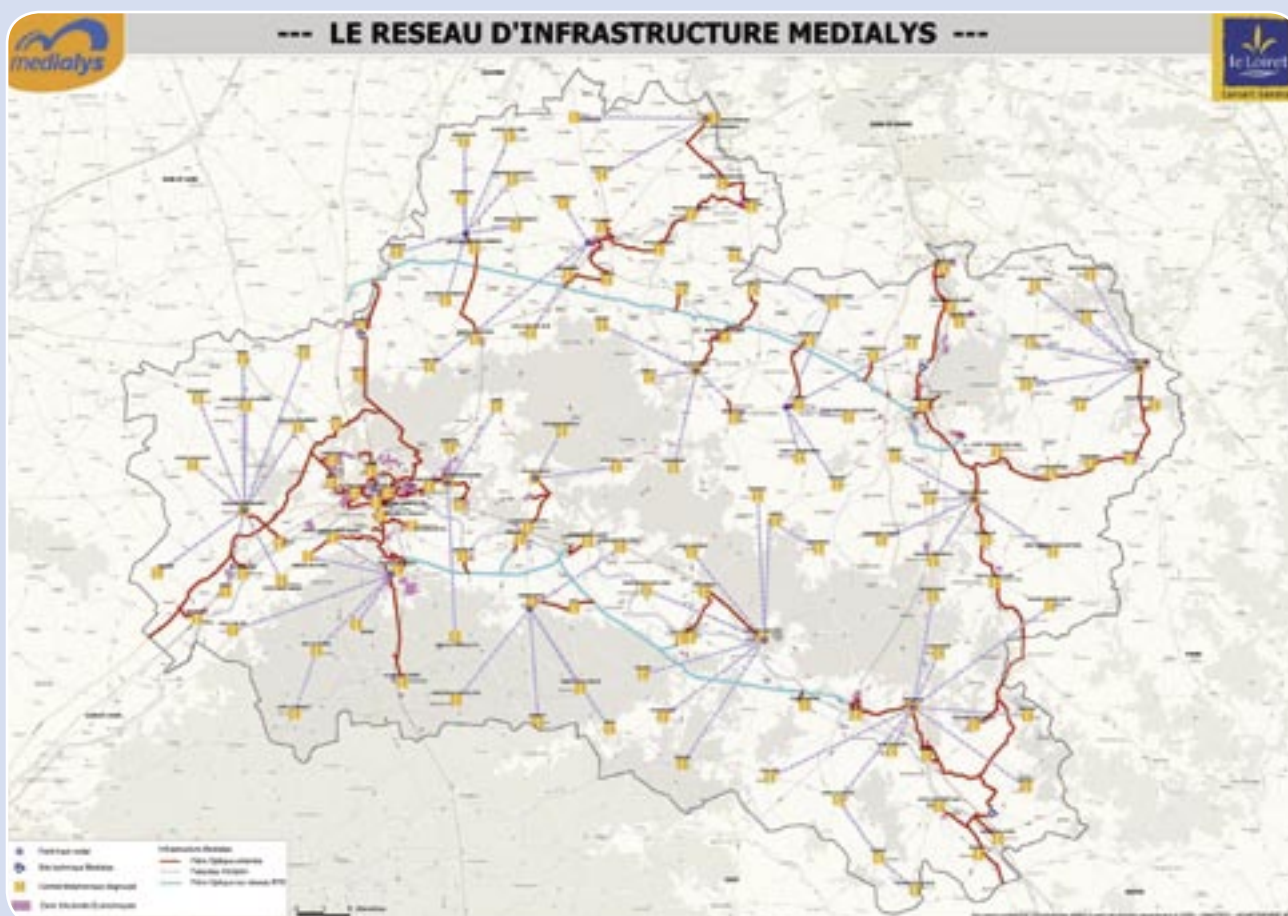
mais une technique d'enroulage de la fibre autour du câble à partir d'un mini robot capable de progresser de 10 kilomètres par semaine. Les coûts, dans ce cas, passent à 30 euros le mètre là où ils se situaient entre 60 et 150 euros pour l'enfouissement. Autre innovation, l'utilisation plus systématique du Wimax couplée au Wi-Fi qui assurera un service sur les zones d'ombre du territoire.

**En aérien, plus de tranchées à ouvrir, mais une technique d'enroulage de la fibre autour du câble à partir d'un mini robot...**

L'équipement d'une quinzaine de points hauts a déjà été négocié. En phase opérationnelle, Medialys donnera accès à des offres dégroupées dans tous les centraux téléphoniques et aux technologies autorisant plus de débit à distance équivalente du central téléphonique. Côté entreprises, il permettra de desservir l'ensemble des zones d'activités à un débit symétrique de 2 Mbit/s et de raccorder plus des

deux tiers directement en fibre optique pour des services à très haut débit. De quoi donner un véritable coup de fouet à l'économie locale, puisque aujourd'hui 97 zones sur 156 ne sont pas desservies et répondre au souci de réduire la « fracture numérique » pour les territoires comme pour les citoyens.

(1) Réseau de Transport d'Électricité.



## Pierrefitte inaugure une boucle optique pour relier ses bâtiments

La mairie de Pierrefitte-sur-Seine vient d'achever un réseau haut débit, voix-données, qui relie les vingt-cinq bâtiments publics municipaux. S'appuyant sur une infrastructure optique réalisée par Irisé, il fournit un débit quasi illimité et permet de réaliser des économies, tout en facilitant les développements futurs de la municipalité.

« Notre équipement informatique et télécoms était complexe, les autocommutateurs devenaient obsolètes et le tout générait des coûts de fonctionnement élevés », constate Serge Debruyne, le responsable du service Energies et Télécommunications de la mairie. « Depuis l'ouverture du réseau en octobre 2005, notre facture téléphonique a diminué de 25 % alors que nous ne fonctionnons pas encore à plein régime », ajoute-t-il.

« Depuis l'ouverture du réseau en octobre 2005, notre facture téléphonique a diminué de 25 %... »

Pierrefitte dispose ainsi d'un outil performant. Forte de ces premiers résultats, la municipalité s'engage sur d'autres actions : les écoles primaires, toutes raccordées, bénéficient de la messagerie pour les enseignants et les personnels administratifs et vont profiter de l'Internet dans les classes ; par ailleurs, une école, inaugurée récemment, a été dotée du premier système de gestion technique des bâtiments (GTB) pilotée de la mairie, en préfiguration d'une extension progressive à l'ensemble du parc immobilier municipal.

Cette ville de 26 000 habitants de Seine-Saint-Denis a pu tirer parti de la présence d'Irisé et de la boucle haut débit qui passait sur son territoire pour mener à bien ses projets de modernisation. À la suite d'un marché de travaux remporté par Irisé pour les infrastructures extérieures et par France Telecom pour le câblage et les connexions dans les bâtiments, le réseau a été déployé en trois tranches. L'investissement évalué à 830 000 euros n'aura finalement représenté que 700 000 euros à l'issue du marché.



Avant	Après
Nombreux abonnements ADSL et téléphoniques	Gestion centralisée du téléphone et de l'informatique
Facture téléphonique élevée et une gestion lourde des abonnements	Réduction prévisionnelle des dépenses de l'ordre de 40 % de la facture actuelle et une seule facture pour chaque fonction
Demandes des utilisateurs difficiles à prendre en compte étant donné la complexité du réseau	Souplesse réelle dans l'administration de liaisons haut débit, y compris temporaires, dans les bâtiments municipaux
Capacité d'échange de données et d'accès à Internet limitée	Capacité de bande passante quasi illimitée
Faibles de sécurité potentielles (virus, intrusion, accès à des sites illicites...)	Contrôle centralisé des dispositifs de sécurité et simplification de la sauvegarde des données et des applications
Niveau de maintenance complexe donc coûteux	Maintenance fortement centralisée et pilotage à distance
Difficultés à préparer l'avenir, notamment l'administration en ligne et les services aux citoyens	Potential de déploiement de services quasi illimité. La bande passante n'est plus un obstacle. Intégration possible de la vidéo à terme

## Truchtersheim (Alsace) expérimente le Wimax avec RTE

L'originalité de cette commune alsacienne de 2 400 habitants, située en zone d'ombre télécoms, est d'utiliser le sans fil Wimax, sans infrastructures à aménager. Le maître d'œuvre et pilote, @rteria, titulaire d'une licence expérimentale délivrée par l'Arcep, s'appuie en effet sur les capacités excédentaires du réseau fibre optique de sa société mère RTE. Le haut débit est fourni, via le réseau électrique et diffusé à partir d'une antenne Wimax posée sur un pylône proche de la commune. De quoi démontrer que cette technologie fait bon ménage

avec les lignes électriques et permet d'acheminer rapidement des services d'accès Internet rapide, de téléphonie sur IP ou de visioconférence. Un panel de dix personnes expérimente gratuitement ces nouveaux services et usages : des foyers, une PME, un commerçant et des services de la commune... Les autres partenaires de l'opération sont Electricité de Strasbourg qui alimente les équipements, Alsace Connexia qui met à disposition des liaisons avec un fournisseur d'accès et Alcatel qui fournit les équipements Wimax.

## Communauté d'Agglomération Périgourdine : une boucle haut débit à dominante rurale.

Les treize communes de la Communauté d'Agglomération de Périgueux (60 000 habitants - Dordogne) auront accès au haut débit en juillet 2006, grâce au réseau que construit LDCollectivités. C'est la septième DSP assurée par la société.

« L'agglomération, à forte dominante rurale, disposera d'une performance et de conditions tarifaires équivalentes à celles de Paris. Quant aux entreprises, la baisse des prix devrait se situer dans une fourchette comprise entre 30 et 50 % », souligne David Watelet, Directeur de la DSP. Une opération déployée sur une année seulement, puisque la notification date de juillet 2005 et l'achèvement des travaux est prévu pour la mi-2006.

Le réseau, constitué d'une boucle d'une cinquantaine de kilomètres, dessert les zones rurales de l'agglomération, via des faisceaux hertziens (310 Mbit/s), ainsi que les huit zones d'activités économiques, pour un investissement de 5 millions d'euros. Les collectivités territoriales interviennent à hauteur de 2,7 millions d'euros (CAP et conseil régional d'Aquitaine) et le délégataire prend en charge les 2,3 millions d'euros restants.

L'initiative est née de la volonté des élus qui souhaitent désenclaver l'agglomération. La Dordogne ne recense en effet que 12 % de foyers connectés à un réseau haut débit. Quant aux entreprises, les taux sont certes plus élevés, avec 35 %, mais ils ne couvrent pas les besoins, ce qui explique la décision de créer un véritable « service public de télécommunication ». Trois idées fortes ont mobilisé le Président de la CAP, Claude Bérít-Debat et

« L'agglomération, à forte dominante rurale, disposera d'une performance et de conditions tarifaires équivalentes à celles de Paris. »

Crédit photo : CAP



son équipe : offrir aux usagers, entreprises et particuliers, les meilleurs services au meilleur prix ; assurer et garantir l'évolution technologique du réseau sur les 20 années de la concession et conserver la maîtrise de la structure pour garantir le service public.

C'est dans cet esprit que le délégataire prépare une gamme étendue de services avec l'objectif d'exploiter au mieux

« l'ouverture du réseau à tous les opérateurs ». La performance sera également au rendez-vous : les consommateurs auront

accès au triple play (Internet, téléphone et télévision sur la même prise) ; la ville de Périgueux envisage, à l'instar de Pierrefitte, d'interconnecter ses bâtiments dans le cadre d'un « Groupe Fermé d'Utilisateurs » ; enfin, les entreprises, quant à elles, bénéficieront sur l'ensemble de l'agglomération des meilleurs services de télécommunication.

Ainsi, la CAP se donne les moyens de développer un marché concurrentiel, là où d'autres ne disposent encore que d'un seul opérateur. Signe des temps, l'opérateur historique étend aussi son offre de services pour rester à niveau, ce qui devrait à terme stimuler le marché et profiter à tous. Tendances qui confirment déjà le caractère utile et stratégique de cet investissement.

## Lancement du site [www.iris64.fr](http://www.iris64.fr) « pour plus de transparence »

Un nouvel outil d'information est disponible pour expliquer le haut débit dans les Pyrénées-Atlantiques. Parmi les innovations : un accès personnalisé par types de publics (particuliers, collectivités locales, entreprises et opérateurs), la mise à jour mensuelle de la carte du déploiement et des communes raccordées et un « service courriels » destiné à tous ceux qui souhaitent s'informer sur le réseau. Rappelons qu'Iris64 est un des réseaux les plus étendus réalisés en DSP. Il totalise 970 km d'infrastructures terrestres et 460 km de réseaux supplémentaires à partir de huit boucles hertziennes. Près de 400 km sont déjà réalisés. Il doit couvrir 98 % de la population, soit 250 000 foyers et assurera 50 000 lignes professionnelles notamment dans le cadre de la couverture des 70 zones d'activité du département, des collèges, des lycées, des hôpitaux et des universités. Achèvement prévu décembre 2006.

## TelOise confirme son décollage commercial

Le réseau en DSP du conseil général de l'Oise fête ses premières réussites commerciales. Ici, les opérateurs sont désormais bien représentés. Le service, ouvert en mars 2005, comptera 6 000 lignes ADSL disponibles à la fin décembre. Les opérateurs alternatifs signent également des contrats de location ou des IRU (pour ceux qui investissent sur le long terme). Côté déploiement, 90 % du linéaire est construit (près de 500 km) et le réseau permet d'atteindre 200 000 lignes sur les 330 000 adressables, soit 60 % de la cible prévue dans le cadre de la DSP. Un avenant à la convention de concession permet d'augmenter le nombre de répartiteurs connectés, mais aussi d'abandonner la couverture satellite jugée peu performante, au profit du raccordement des centraux téléphoniques en fibre optique ou en faisceaux hertziens, pour le plus grand bénéfice des futurs utilisateurs.